



PREFET DE LA SAVOIE

Direction départementale
de la cohésion sociale et de la
protection des populations

Service protection et santé animales
et installations classées pour la
protection de l'environnement

ARRETE PREFECTORAL
portant mise en demeure

Société PRD
Commune de LES MARCHES

LE PRÉFET DE LA SAVOIE,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1 et L. 514-5 ;

VU la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique 2718 relative aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date 14 janvier 2014 faisant suite à la visite d'inspection menée le 9 janvier 2014 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 10 septembre 2014 faisant suite aux visites d'inspection menées le 28 août 2014 et le 4 septembre 2014 ;

CONSIDERANT que, lors des visites d'inspection du 28 août et du 4 septembre 2014 les inspecteurs de l'environnement (spécialité installations classées) ont constaté que monsieur Jérôme PERCEVAL, gérant de la société PRD, a constitué au 341 chemin du Veyrier sur la commune des Marches un dépôt d'environ 300 m³ de déchets d'amiante liée ;

CONSIDERANT que ce dépôt constitue une installation de transit regroupement de déchets dangereux relevant de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sous le régime de l'autorisation, dans la mesure où la quantité stockée est supérieure à 1 tonne ;

CONSIDERANT que cette installation est exploitée sans l'autorisation préfectorale requise par l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que monsieur Perceval n'a pas tenu l'engagement pris en janvier 2014 d'évacuer ces déchets dans les délais annoncés ;

CONSIDERANT les risques éventuels pour la santé et l'environnement induits par la nature des déchets, par leurs conditions de stockage, et par la proximité de maisons d'habitation ;

SUR proposition de monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Savoie ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

La Société PRD, représentée par son gérant monsieur Jérôme Perceval, dont le siège social est établi 2, rue de la Faïencerie, 1227 Carouge (Suisse) qui exploite une installation de transit et regroupement de déchets dangereux autour d'une maison d'habitation située 341 chemin de Veyrier sur la commune de Les Marches, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :

- en déposant en préfecture un dossier de demande d'autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature (tri, transit et regroupement de déchets dangereux) conforme aux dispositions des articles R 512-2 à R 512-9 du code de l'environnement ;
- en cessant ses activités de transit regroupement de déchets dangereux et en procédant, pour la remise en état du site prévue à l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement, à l'évacuation des déchets d'amiante entreposés dans des filières conformes à la réglementation.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- Dans un délai de quinze jours, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- Dans le cas où il opte pour la cessation définitive des activités de transit regroupement de déchets dangereux, celle-ci devra être effective dans un délai d'un mois et l'exploitant fournira dans le même délai un dossier décrivant les mesures de mise en sécurité prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement et comprenant les documents administratifs attestant de l'évacuation des déchets (bordereau de suivi de déchets amiantés renseignés par l'éliminateur) ;
- Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier devra être déposé dans un délai de trois mois. L'exploitant fournira dans les deux mois les éléments justificatifs du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude, etc.).

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à madame le maire de Les Marches.

Chambéry, le **06 OCT. 2014**

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général


François-Claude PLAISANT